

Lettre au Président de la République envoyée le 18 octobre 2011 et restée sans réponse

Monsieur le Président

La dette de l'État va bientôt dépasser 2000 milliards, 8 années de recettes fiscales ! La France est au bord du gouffre, elle n'est pas la seule en Europe.

Les mesures prises actuellement visent à rassurer les marchés en limitant son augmentation : déficit budgétaire de "seulement" 80 milliards en 2012, et de 3% du PIB (60 milliards) en 2013 ! La bulle continue donc de grossir. Son explosion, entraînant banques et États dans la même tourmente, n'en sera que plus terrible.

La faillite qu'il faudra prochainement reconnaître se traduira par une spoliation brutale et aveugle des créanciers (ceux qui croient avoir des économies) et la cessation de paiements. Salaires des fonctionnaires, retraites et aides sociales seront en péril.

L'alternative, c'est un budget 2012 en large excédent (80 milliards) grâce à un quasi doublement des recettes fiscales. Vu l'urgence et dans une première phase, cette augmentation drastique des impôts ne pourra pas être finement ajustée. Elle devra bien sûr toucher d'abord ceux qui ont des revenus ou un patrimoine supérieurs à la moyenne des français, avec une forte progressivité. Mais la TVA et la TIPP n'y échapperont pas.

L'apurement de la dette demandera 20 ou 30 ans de ce régime. Cela laisse le temps, dans une seconde phase, d'harmoniser les mesures d'urgence au niveau européen et mondial (taxe sur les transactions financières, suppression des paradis réglementaires et fiscaux...) et de les ajuster pour servir un projet de société démocratiquement débattu : réduction des inégalités, remplacement de la croissance financière par le bien-être, écologie...

Je suis conscient du courage politique nécessaire pour opérer un tel revirement. Convaincre les français de faire passer l'intérêt général avant leur intérêt personnel ne sera pas facile... mais comment les intérêts personnels pourraient-ils être préservés dans la débâcle ?

Je suis décidé à prendre ma part dans les efforts indispensables pour éviter un suicide collectif, et à soutenir toute politique qui irait en ce sens.

Léon Régent